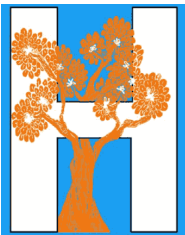


Convergence Nationale

des Collectifs de Défense et de Développement des Services Publics



**Le 14 février 2020,
usagères, usagers, professionnel-le-s de la santé et du médico-social
mobilisons-nous ensemble pour l'hôpital public !
Pour une politique garante des soins et d'une prise en charge de qualité
accessible à toutes et tous, partout.**

Après des années de restrictions budgétaires, l'hôpital public s'effondre. Il n'est plus capable d'assurer pleinement son rôle de service public. Cela remet en cause l'égalité d'accès aux soins et une prise en charge de qualité sur tout le territoire. (Services d'urgence fermant la nuit ou le weekend, comme à St Nazaire, nouveau-nés transférés en réanimation pédiatrique sur Orléans, Rouen... par manque de place sur Paris, maternités fermant brutalement pour plusieurs mois, comme à Tourcoing, prise en charge des malades du cancer interrompue comme à Cherbourg, ...les exemples se multiplient.) Des centaines de lits d'hospitalisation, des services sont fermés par manque de personnel-le-s ou sur décision des agences régionales de santé.

Depuis des années les professionnel-le-s de l'hôpital public, de la santé et du médico-social alertent et se mobilisent. Des EHPAD aux services d'urgence, de la psychiatrie à la prise en charge du handicap, tous secteurs confondus usager-es et personnels s'organisent pour dénoncer cette casse. Depuis un an une lutte inédite s'étend dans tous les secteurs de l'hôpital. Face à ce mouvement et à la gravité de la situation, les réponses du gouvernement, comme celle de ses prédécesseurs ne sont que des effets d'annonce. L'accès aux soins et à l'accueil est de plus en plus restreint. La situation continue de se dégrader pour les personnels comme pour la population en besoin de soins, de prise en charge ou d'accompagnement.

Nous appelons l'ensemble de la population, à s'engager aux côtés des professionnel-le-s afin d'exiger du gouvernement les moyens nécessaires à une refondation du service public hospitalier et du secteur médico-social, nous exigeons des mesures immédiates :

- L'augmentation du budget consacré aux établissements de santé et médicaux-sociaux au moins égal à l'évolution naturelle des dépenses (4,4%) dès 2020 !
- La revalorisation salariale des carrières soignantes, éducatives, techniques et administratives, notamment en début de carrière. Ceci afin de rendre ces carrières plus attractives, de reconnaître l'utilité de leur mission de service public et d'éviter que les professionnel-les démissionnent.
- Le recrutement immédiat de professionnel-les supplémentaires associé à un plan de formation à même de pourvoir aux besoins.
- L'arrêt des fermetures de services, d'établissements, de structures et la réouverture de lits et de places.
- Une organisation démocratique qui permette une large participation pour l'élaboration de la politique de santé.
- L'égalité d'accès, d'accueil et une prise en charge de qualité pour toute la population sur tout le territoire sans forfait, franchises ni dépassement d'honoraires.
- La reconnaissance de la pénibilité des métiers du soin.

Pour les retraites, comme pour la santé, une Sécurité sociale solidaire (assurant une prise en charge à 100% des soins de santé), démocratisée est plus que jamais nécessaire. Nous rappelons notre rejet de la marchandisation de la santé et de la protection sociale. Nous rejetons le système de retraite par capitalisation tout comme l'hospitalisation privée lucrative.

**Nous appelons la population et les personnels à participer en nombre
à la journée nationale d'action du 14 février 2020,
à soutenir les différentes initiatives prises d'ici là
et à s'organiser pour se donner les moyens d'imposer une autre politique.**